

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

0,50

MERCREDI 24 NOVEMBRE 1976

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX

EDITORIAL VERS DES LÉGISLATIVES ANTICIPÉES?

Que pèse le
"suffrage universel"?

Les élections législatives partielles dont le deuxième tour s'est déroulé le dimanche 21 octobre, ont été marquées par un léger recul de la majorité actuelle du Parlement. Sur les sept sièges à pourvoir et qui appartenaient tous à la majorité, deux ont été remportés par la gauche. Ce n'est cependant pas encore la déroute, pour l'UDR, les centristes et les Républicains Indépendants de Giscard. La droite pourrait donc tirer argument de cette situation comme toute pas trop défavorable pour pousser Giscard à revenir sur ses positions passées contre des élections anticipées.

En manoeuvrant de cette manière, la droite et Giscard peuvent espérer limiter la montée de la gauche et même l'empêcher d'avoir la majorité dans la prochaine chambre des députés.

Et du coup, pourrait être anéanti l'espoir de la gauche d'arriver au pouvoir en 1978. Espoir avec lequel le PCF et le PS bercent les travailleurs et toutes les victimes de la politique de Giscard depuis son arrivée au pouvoir en 1974.

En effet, au lendemain des présidentielles de 1974 remportées de justesse par le candidat de la droite, les partis de gauche pour redonner de l'espoir aux travailleurs avaient tiré argument de la faiblesse de la victoire de Giscard pour leur expliquer que la prochaine élection sera la bonne c'est à dire que la victoire tant attendue était proche.

La possibilité qu'à Giscard et son équipe de dissoudre l'assemblée et de permettre peut-être à la droite de rester encore au pouvoir au moins cinq ans montre à quel point les travailleurs n'ont rien absolument rien à attendre du bulletin de vote, et du système électoral en général, système que les politiciens au pouvoir peuvent utiliser à leur avantage.

Elle montre aussi, comment ceux-là mêmes qui prétendent représenter les travailleurs et toutes les couches laborieuses ne font que les tromper et les bercer d'illusions. Car, pour lutter contre la diminution de leur pouvoir d'achat, pour imposer aux capitalistes que ceux-ci paient eux-mêmes leur crise, les travailleurs ne sont pas sans moyens, mais le bulletin de vote ne fait pas partie de ceux-là.

LA SOUFRIÈRE

Plus jamais ça!

La conférence des experts qui s'est tenue à Paris a confirmé le diagnostic qu'avait avancé TAZIEFF en ce qui concerne la recrudescence de l'activité de la Soufrière : il n'y a pas de danger immédiat et, si une éruption violente devait se produire, elle pourrait être prévue au moins trois jours à l'avance.

C'est en fait le constat, établi publiquement par des scientifiques de plusieurs pays, de la légèreté de jugement, de l'irresponsabilité de ceux qui nous gouvernent.

Le jugement des experts internationaux met donc un point final, du moins en ce qui concerne le domaine de la science, à la malheureuse affaire de la Soufrière.

D'ailleurs si l'Administration d'AUROUS SEAU maintient pour le début du mois de janvier seulement la reprise complète de l'activité de Basse-Terre et de sa région, c'est davantage pour des raisons de routine bureaucratique et pour ne pas reconnaître ses erreurs, qu'à cause de nécessi-

té réelles.

Mais pour les réfugiés, pour ceux qui l'ont été comme pour ceux qui le sont encore, rien n'est réglé. Et ceci aussi bien sur le plan des préjudices subis qu'en ce qui concerne les indispensables précautions à prendre pour que ce qu'ils ont connu ces derniers mois ne se produise plus jamais.

En effet, jusqu'à ce jour le Sud de la Basse-Terre n'a pas été déclaré zone sinistrée. Ce qui signifie en particulier que le gouvernement se refuse à indemniser les travailleurs, les petits commerçants et les petits agriculteurs pour les pertes qu'ils ont subies par la non vente ou par la détérioration de leurs stocks, par les dommages accusés par les récoltes ou par le bétail, pour le manque à gagner lié à la perte des emplois.

Dans le même temps où le gouvernement n'hésite pas à subventionner largement

(suite page 2)

MARTINIQUE

Le Plan Barre ruine les petits commerçants

Outre l'augmentation de l'essence et de l'impôt, l'un des grands axes du plan BARRE c'est le soi-disant blocage des prix. Mais en fait, comme le montre le tableau des prix ci-dessous, rien ne fut bloqué pour les capitalistes du commerce.

En effet, voici quelques prix d'achat chez les grossistes :

Prix avant le 15/3	Prix oct/Novembre
Nestlé 2,55 F	2,85 F
Morue/Colin 9,40 F	10,45 F
Morue/Julienne 12,00 F	13,70 F
Huile Alba 4,06 F	4,57 F
Riz 2,00 F	2,10 F
Haricots 4,25 F	4,70 F
Tête de porc 6,76 F	8,00 F
Viande salée 12,76 F	13,50 F

Et nous pourrions continuer sur toutes les denrées de première nécessité des lentilles, aux pieds de porc, mais une telle différence entre les prix ci-dessus, c'est déjà suffisamment parlant en soi. Ainsi les premières victimes du plan

BARRE, après les consommateurs sont les petits commerçants qui se voient obligés par le gouvernement de vendre aux prix fixés avant le 15 septembre alors que les grossistes, eux, ont toute liberté pour augmenter leurs prix. Car les capitalistes du commerce, eux, non seulement ne sont pas contrôlés, mais bénéficient de toute la bienveillance du gouvernement qui veille à ne pas attaquer leurs profits. Et, comme toujours en société capitaliste, quand les affaires vont mal, ce sont les petits qui payent.

Directeur de publication : M.E.ZOZOR
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre
3^{ème} supplément au mensuel N° 68

Les sociétés bananières ou sucrières à la moindre récrimination de celles-ci et avec l'argent des impôts des travailleurs dans le même temps où, comme c'est le cas en Martinique, l'Etat offre 400 millions aux capitalistes de la S.M.E.T., une société du Bâtiment, ce même Etat français se refuse à rembourser aux couches laborieuses de la population du sud de la Basse-Terre un seul centime de ce qu'il lui a fait perdre.

Par ailleurs, la population doit exiger qu'en matière de sécurité et de prévisions toutes les précautions soient prises et contrôlables par tout un chacun.

Il faut enfin que la population se mobilise et élabore elle-même un véritable plan d'évacuation fonctionnant sur la base de chaque quartier ou de chaque section avec des responsables élus et prenant en charge tous les habitants de la localité, qu'ils disposent d'un véhicule personnel ou non.

Le plus grand danger pour les Basse-terriens aujourd'hui, c'est que l'opinion guadeloupéenne se fasse moins vigilante, considérant que c'est une "affaire classée". La préfecture, de son côté, fera tout pour encourager cette opinion, jetant par là-même le voile de l'oubli sur ses fautes criminelles. La meilleure façon pour ceux de Basse-Terre de combattre ce danger c'est qu'ils se mobilisent et s'organisent.

o - - - o

HASSAN II EN FRANCE: un volet chez ses maîtres

Hassan II le roi du Maroc, en visite officielle à Paris depuis le lundi 22 octobre est semble-t-il un grand ami de Giscard. Ce qui est peut-être vrai. Mais ce qui est encore plus vrai, c'est que ce roi sanguinaire, dont le règne a été marqué par une répression accrue contre la gauche marocaine est un fier valet de l'impérialisme en général et de l'impérialisme français en particulier. Pour ce sinistre personnage, la France a un droit de regard sur ce qui se passe dans la Méditerranée et même en Afrique du nord. Il n'a pas de mot assez élogieux pour parler de la France bonne et généreuse qui ne mesure pas son aide aux pays en voie de développement. Il y va même de son petit couplet contre les "méchants" dirigeants des pays producteurs de pétrole membres de l'OPEP qui cherchent en augmentant le prix de cette matière première à appauvrir les pays tels que la France, l'Angleterre, l'Allemagne, etc... Pauvres pays impérialistes d'Europe!

C'est à se demander ce que cherche Hassan II en faisant de telles déclarations. A obtenir des crédits, et de l'aide de Giscard? Il a fort peu de chances d'être entendu, vu les difficultés que traverse actuellement l'économie française.

André Malraux est mort. L'événement ne passera évidemment pas inaperçu. Malraux était un écrivain d'un grand talent. Il a publié notamment parmi d'autres oeuvres de premier plan, deux "chroniques romancées" suivant les termes de Trotsky sur la révolution chinoise (1925-27). Il s'agit de "Les Conquérants" et de "La Condition Humaine". Ces livres écrits dans sa jeunesse ont fait pour une grande part la notoriété de Malraux. Elles sont en quelque sorte le témoignage d'une jeunesse qui l'a vu se mêler aux rangs des révolutionnaires. Malraux était en Chine pour l'Internationale communiste stalinienne au moment d'événements importants pour l'avenir du prolétariat chinois. Mais il ne fut jamais lié par toutes les fibres de son cerveau et de son corps à cette révolution dont il donna un si beau tableau dans Les Conquérants. Son engagement aux côtés des opprimés est resté plein de réticences. Il jetait sur des événements grandioses mettant en mouvement de larges couches du peuple chinois, où le prolétariat jouait son premier rôle politique, un regard teinté de condescendance. L'artiste qui était en lui savait traduire grâce à son art toute la beauté, toute l'ampleur du combat des opprimés. Mais il ne s'y engageait pas, lui. Malraux fut ensuite en Espagne au moment où là aussi les opprimés tentaient de détruire une société injuste fondée sur l'exploitation de l'homme. Malraux était dans le camp républicain. Là aussi il était aux côtés de ceux -les stalinien- qui, comme en Chine, étranglèrent la révolution. Malraux se rendit en U.R.S.S. et quand il en revint ce fut pour prendre la défense du régime stalinien. Son silence au moment des grands procès de Moscou était une façon d'être complice. Lui qui parlait si bien de tout, et pouvait se faire entendre.

A cette époque, Trotsky eut à plusieurs reprises à porter des jugements sur l'oeuvre d'artiste de Malraux, et condamna son attitude envers le stalinisme.

Quand Malraux s'en détacha, ce fut pendant et au lendemain de la 2ème guerre mondiale, pour rejoindre son milieu natu-

rel, la bourgeoisie.

Si sa carrière d'homme politique eut quelque originalité -à cause de sa jeunesse aventureuse, de son talent d'écrivain, de sa grande culture- elle fut menée en fin de compte au service de la classe qui perpétuait l'oppression et la barbarie, qu'il eut des velléités de combattre un moment.

C'est donc dans la peau d'un ministre bourgeois, celui du gouvernement De Gaulle en 1946, qu'il inaugura cette nouvelle période de sa vie. Les épisodes chinois et espagnol seront loin quand, en 1958, il sera nommé ministre de la culture sous De Gaulle revenu au pouvoir derrière le coup de force des militaires à Alger, le 13 mai 1958.

Il restera jusqu'au départ de De Gaulle à ce poste. Mai 1968 le verra bafouiller quelques propos inintelligibles qui montraient que les mouvements des masses exploitées, la contestation ne cadraient vraiment plus du tout avec ce qu'il était devenu. La bourgeoisie le pleurera parce qu'elle reconnaît les services qu'il lui a rendus.

Car des hommes comme Malraux, intellectuels, hommes de culture, sont de ceux qui permettent de masquer le fait que le règne de la bourgeoisie est tout prosaïquement celui de l'argent extorqué dans le sang et la sueur des travailleurs de la planète. Ils permettent aux bourgeois de croire à la légitimité de leur propre système. Ils parent d'un vernis culturel et d'un certain décorum des régimes dont le coeur bat au rythme de la cotation en Bourse des valeurs. Malraux est mort hier dans un hôpital de la région parisienne, mais celui qui avait un moment timidement frayé avec les opprimés n'était plus depuis longtemps.

Martinique

L'A.N.P.E. À LA MARTINIQUE:
UNE VICTOIRE POUR LE P.C.M.
... PAS POUR LES CHÔMEURS!

Un article de Justice du 18/11 présente l'implantation de l'ANPE (Agence nationale pour l'emploi) en Martinique comme "un premier succès des travailleurs", un "premier acquis de leurs luttes et notamment des grèves de février 74". Il est vrai que cette revendication était inscrite au programme des syndicats, et notamment de la CGTM. Mais maintenant qu'elle est satisfaite, qu'y a-t-il de changé? Absolument rien, puisque le rôle de l'ANPE n'est pas de donner aux jeunes des emplois qui n'existent pas en Martinique, mais seulement d'enregistrer les demandes de travail.

Alors Justice a beau avertir les jeunes qu'ils "ne doivent pas se leurrer", il n'empêche que le PCM qui soutenait cette revendication et la présentait comme un pas vers la liquidation du chômage a bel et bien participé à cette entreprise de mystification des chômeurs faite par le gouvernement. D'abord en leur faisant croire que l'ANPE apporterait une solution à leurs problèmes, ensuite en leur présentant son implantation comme une victoire

MARTINIQUE

L'affaire Josmar
au tribunal

Mercredi 24, le policier Josmar comparaitra devant les tribunaux pour avoir blessé à l'aide d'un rasoir Félix Relaute, un militant du GRS.

Au travers de Josmar s'identifie une certaine police. Et de telles méthodes en fait, montrent qu'on ne voit plus très bien où finit le flic et où commence le truand.

Pour dénoncer cette police coloniale, un meeting était prévu au théâtre municipal mardi 23 à 18 H, appelé par les organisations suivantes: ALERTE, SNES, SNI, SNETAA, CSTM, PPM, GRS, PS, COMBAT OUVRIER, Fédération des parents d'élèves CORNEC et FOL.